LA GYMNASTIQUE DANS LA NOUVELLE ARMEE DE LA TROISIEME REPUBLIQUE

Le constat du démarrage de la gymnastique à l'école secondaire dès l'enquête de 1875, nous amène à nous interroger sur la situation dans l'institution militaire. A ce sujet nous observons qu'il existe bien une préparation physique au sein de la nouvelle armée républicaine en pleine réorganisation depuis la guerre ? On y dispute même des concours, sorte de championnats militaires comme nous les appellerions aujourd'hui.

Voici un exemple : le 25 septembre 1875 une remise des prix a eu lieu à la Division des équipages de la flotte.

« Les lauréats de ces concours d'honneur reçoivent de nombreuses médailles offertes par le ministre. »

- 129 candidats ont participé au tir
- 32 au concours d'escrime en comptant les maitres et les élèves.
- 13 au concours de canne
- 27 à celui du bâton
- 14 en boxe française
- 25 en natation
- 21 maitres et moniteurs et 67 élèves en gymnastique

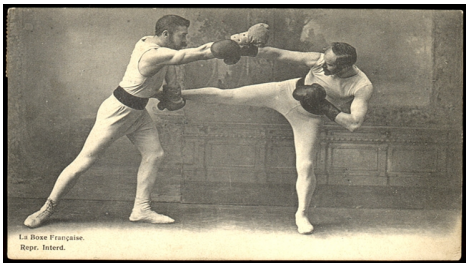

Illustration 1: Tireurs de savate boxe française

Le journal : « Le Républicain du Finistère » du 24 juin signale la création d'une école de natation pour la troupe à Quimper : un pont flottant de 15 à 20 mètres sur la baie de Kérogan sera inauguré à la prochaine saison des bains. Les conditions semblent donc mures dès 1875 pour voir apparaitre hors des institutions, au sein de la vie de la cité, des structures permettant une nouvelle extension de la gymnastique. Cependant ce n'est que dix ans plus tard que prend réalité ce que l'on appellera la société de gymnastique de Brest, la première du département. Ce fait se produit avec un certain retard sur l'ensemble du pays et notamment sur les centres industriels du Bassin Parisien et du Nord. Nous savons qu'en 1873 est créée une union des Sociétés de Gymnastique de France (U.S.G.F.)

La société de gymnastique va utiliser des formules de concours identiques à celles expérimentées par l'armée en 1875. On peut le constater en lisant le programme de la première fête organisée par la société de Brest qui copie intégralement celui des concours d'honneur de 1875

La gymnastique n'est pas seulement connue au sein des institutions scolaires et militaires, en 1875, elle occupe déjà une place dans la cité en qualité de spectacle. Il faut néanmoins en tenir compte, car il s'agit là d'un rapport non négligeable de l'évolution ultérieure

1. La société de gymnastique

La naissance des sociétés de gymnastique représente un pas important dans l'évolution des activités physiques du département, pour l'apprécier à sa juste valeur il faut analyser les conditions qui ont présidé à l'apparition de ce phénomène nouveau ;

d'éminentes personnalités locales, souvent politiques y ont participé. L'intérêt qu'elles portent à la gymnastique n'est pas leur unique motivation ; l'enjeu est bien plus important . Les sociétés que l'on va tenter de mettre en place ont également un but patriotique, mais plus encore elles sont destinées à affirmer l'institution républicaine dans l'esprit de la population. Cette transformation des mentalités va être entreprise au sein de divers types d'associations : sociétés d'éducation populaire, société de gym et de tir ; elle s'affirmera vers 1880, au moment où l'installation de la république n'est plus contestée ; des décisions nationales en favorisent la mise en place : le service militaire étant maintenu à deux ans pour des raisons d'économie, la formation militaire au sein de diverses institutions s'avère nécessaire.

A l'école primaire on l'envisage sous forme de « bataillons scolaires ». Brest aura son bataillon de 500 enfants équipés de fusils de bois, puis 200 fusils véritables leur seront remis par l'inspecteur d'académie grâce à l'argent récolté au cours d'un grand gala.

L'éducation Physique dans les établissements secondaires, peu nombreux à l'époque sera marquée de la même orientation. Elle sera destinée non plus à compenser la fatigue intellectuelle des lycéens comme sous Napoléon 3, mais à renforcer nos armées. Les sociétés de gymnastique quant à elles auront pour mission de rassembler la grande majorité de la jeunesse qui ne fréquente pas le lycée ou le collège.

Les élections municipales de 1884 vont amener à la mairie de Brest une équipe favorable aux thèses de gouvernement. La Brestoise naîtra six mois après son installation. Ses statuts paraîtront dans une page spéciale du journal « L'Union Républicaine » :

Son bureau comprend :

Président d'honneur : le maire, le préfet maritime, le préfet du Finistère le général commandant la subdivision. Le président statuaire est le colonel Franck.

Dans le conseil : Docteur Caradec, François négociant, Froger professeur au Borda, capitaine Gayet, lieutenant de vaisseau Buau, Le Bescond de Coatpont avocat, Legras capitaine des pompiers, Panager négociant, Picot receveur à l'hospice, Pitty ingénieur chimiste, Prévost préposé à l'Octroi, Reguron négociant, Rivière adjoint au maire, Rousseau capitaine de frégate, Savin lieutenant de vaisseau, Stapfer professeur au lycée (qui sera la cheville ouvrière).

Les locaux de la société de colonisation sont mis à sa disposition.

L'état des sociétés de gymnastique en Bretagne à cette date nous est communiqué par le compte rendu de l'assemblée générale de « La Rennaise ». Le Bastard maire de Rennes déclare dans son discours d'inauguration du gymnase, que nous avons en France 450 sociétés en 1885, alors que l'Allemagne en possède trois ou quatre mille.

« Il y a un an seule Lorient possédait une société, depuis Rennes, Lannion, Saint Brieuc, Guingamp, Montfort sur Meu, Brest se lancent ».

Un communiqué du 20 septembre, préparatoire à la constitution de la société nous indique, comme nous l'avons déjà souligné, que « ces sociétés sont destinées à avoir une influence considérable sur l'esprit public et la solidité de nos moyens de défense. Le coup terrible de 1870 a fait apparaître l'éclatante vérité, sans une préparation de longue main, le courage et le dévouement sont loin de suffire contre une ennemie redoutable, disposée

depuis longtemps à la lutte. Les prussiens nous ont vaincus parce que depuis dix ans, ils pratiquaient des procédés de perfectionnement de l'art militaire dont l'usage ne fait que débuter chez nous. Brest ne peut rester en retard, nous pensons que cette société sera bénéfique pour organiser des cercles où l es exercices intellectuels se combineront avec des jeux, très capables de faire oublier la fréquentation malsaine des cabarets et pis encore. On nomme « gymnase » ces centres de perfectionnement dans certains pays, efforçons nous de créer des modèles de ce genre.

Un article du petit Brestois, journal radical nous édifie sur la rivalité existante entre les courants républicains pour prendre en main les sociétés d'éducation populaire, dont celles de gymnastique. Pour les radicaux la « Brestoise » est « une coterie des gros bonnets opportunistes qui ont fermé la porte aux républicains avancés. Les opportunistes ont accaparé selon leur coutume les fonctions de cette société. »

La lutte d'influence est vive entre le courant modéré de l'Union Républicaine, lié à la gauche républicaine, et les radicaux qui commencent à s'organiser. Il est tout à fait logique de la voir se dérouler sur le terrain de l'encadrement de la population. Environ 450 autres sociétés vont ainsi se constituer dans toutes les villes de France jusqu'aux dernières années du siècle. Elles adopteront en général le nom de leur ville, celle de quimper s'appellera la Quimpéroise.

On constate donc qu'une soudaine extension de sociétés pratiquant l'activité gymnique est rendue possible par un renforcement suffisant du courant républicain en général, mais aussi par la concurrence à laquelle se livrent les diverses tendances républicaines pour s'approprier la jeunesse au sein d'institutions adaptées.

2. La Quimpéroise

Il faut attendre trois ans en 1887 pour voir se constituer cette deuxième société de gymnastique du département. Quimper, Carhaix a tenté l'aventure, en 1886 mais aucune suite ne semble avoir été donnée à l'initiative de Mr Caraes.

La Quimpéroise présente une différence avec sa sœur aînée La Brestoise. Celle-ci était mixte, c'est-à-dire associée à une unité régimentaire : le 87ème régiment ; la société de Quimper est dite civile. Il s'agit là d'une classification officielle de la part du gouvernement qui contrôle de très près la vie associative.

Dans le comité on relève comme à Brest le nom de personnalités : le Préfet est président d'honneur, le général Cadet, le Maire Astor, l'inspecteur d'académie Dreux, et le président est Porquier du conseil municipal. La réaction des milieux cléricaux et conservateurs est vive ; Pour le journal l'union Monarchiste, il s'agit là « d'un prolongement de la franc maçonnerie » dont une loge vient de se créer à Quimper, siégeant de plus dans les mêmes locaux que la société de gymnastique. Les républicains contestent cette liaison. D'autres sujets de polémique interviennent. Le lycée vient de s'ouvrir en 1886 remplaçant l'ancien collège. Les milieux cléricaux ne semblent pas apprécier cette transformation de prestige des républicains, et en particulier l'utilisation éventuelle de la chapelle du lycée pour des réunions idéologiques ou gymniques, ajoutons à cela que nous sommes en période préélectorale municipale et législative (1888 et 1889). L'activité de la Quimpéroise va s'inscrire dans tout ce contexte, dominé lui-même par le problème du boulangisme et du révisionnisme, cette période confuse se déroulera dans un climat de tension internationale et les manifestations organisées par la société seront véritablement imprégnées de patriotisme.

L'activité de la Quimpéroise s'estompera avec l'accalmie qui succède à cette période d'effervescence politique, on n'en entendra plus beaucoup parler jusqu'à sa renaissance en 1903, sous une forme bien différente.

Après avoir procédé à cette analyse des caractéristiques sociales de nos deux sociétés finistériennes, examinons de plus gros leur activité

Commençons par la Brestoise créée en fin d'année, elle voit passer le nombre de ses adhérents à 425 en mars et à 700 en Avril. Elle propose ses activités tous les jours de 7 heures à 10 heures et de 3 heures à 6 heures. Sa première fête a lieu le 18 mars. Il s'agit d'exercices d'épée, de boxe, bâton et enfin de gymnastique, exécutés surtout par des militaires. La société participe aussi la même année au deuxième concours de tir national, organisé par la Ligue des Patriotes de Deroulède : 500 sociétés y prennent part.

La Brestoise se classe 15ème en l'espace de quatre mois, 130 séances de gymnastique ont eu lieu. Chaque élève a eu en moyenne 45 séances. Chaque année, au cours des quelques fêtes annuelles se déroulant soit dans l'enceinte du cercle hippique (créé en 1875), soit à la halle aux blés, des discours patriotiques du maire Delobeau ou du président, viennent rappeler qu'il faut fortifier l'enfant pour en faire un soldat robuste capable de supporter les privations et de résister aux fatigues.

En 1889 les allusions sont nombreuses à l'encontre des agitateurs ambitieux (il s'agit bien sûr de Boulanger).

La société joue donc tout son rôle politique en faveur de certains courants républicains. La Brestoise s'oriente progressivement vers une certaine diversification de ses activités. Elle organise des concours de tir entre 30 communes, sa collaboration avec la Landernéenne autre société de tir puis en 1890 grand assaut d'escrime « après le concours de gym, de tir, les bals d'enfants, voici l'escrime : félicitons cette utile et patriotique société (extrait de la Dépèche)

Nous devons retenir de cette période, le rôle joué par Staffer, professeur d'allemand au lycée, qui a mené les discussions à bien avec le 87ème territorial pour fonder la société. Son activité se poursuit également au sein de la société d'éducation populaire et du comité de tir de la ligue des patriotes. Il milite également pour la mise en place du bataillon scolaire. Il deviendra en 1889 président de la Brestoise après la démission du colonel Franck : Mr Stapfer est alsacien

« Il arrive à Brest en 1882 où il vient chercher une nouvelle patrie que l'Allemagne lui a fait perdre (histoire du collège de Joinville par Delorme)

On peut considérer que le contexte politique et la présence accidentelle de cette personne à Brest ont été les conditions déterminantes de l'apparition de la gymnastique dans notre département.

Au moment de la fondation de la Brestoise, la Société Hippique a dix ans d'existence. Elle ne limite pas ses activités aux concours de chevaux, mais s'occupe également de l'organisation des régates, de concours régionaux, de tir, de ball-trap et enfin d'escrime. En 1883 un assaut d'armes entre les maîtres et prévôts de la ville, notons donc que le tir n'est pas une création de gym, mais qu'il leur préexistait : la société hippique perçoit par ses activités des subventions importantes 2000fr pour les régates et

5000fr pour le concours hippique au point que le conseiller municipal socialiste Chiron demande que ces subventions servent à aménager les rues de Kéravel et de l'Annexion : « le petit Brestois » estime que les « fêtes hippiques font monter le coût de la vie et ne servent qu'à relever quelques réactionnaires influents dans l'esprit des paysans, quelques hommes-chevaux qui y viennent tromper leur ennui .

3. L'activité de la Quimpéroise va-t'elle subir l'influence de son aînée ?

La Quimpéroise n'est pas tributaire de l'armée. Nous avons vu que c'est une société « civile » selon l'appellation règlementaire du gouvernement, de plus le peu de relation entre les deux parties du département fait que les influences réciproques sont limitées ; la première année de fonctionnement de la Quimpéroise aucune allusion n'est faite à Quimper à la société Brestoise.

L'animateur de la Quimpéroise est Mr Mulot professeur de gymnastique à l'école normale et au lycée (le lycée qui a été créé l'année précédente).

Le but de cette société, autorisée par le Préfet (la liberté d'association étant encore fortement limitée à l'époque) est :

« Mettre en honneur les exercices : gymnastique, tir, les exercices militaires, escrime, boxe, canne, pour développer la forme et la santé, préparer au service militaire des hommes agiles, robustes, aptes à fournir des cadres solides à l'armée, donner les moyens de s'instruire, se connaître, s'estimer. »

La première assemblée de mise en place a posé des problèmes de cotisation, de costume, de choix des activités, pour certaines des membres :

« il vaut mieux savoir loger une balle dans un but déterminé que de savoir prendre une pose plus ou moins plastique ». On décide de l'achat de trois pistolets, trois carabines, le professeur est payé 500 francs, le costume coûtera 30 francs (pantalon gris, guêtres blanches, chemise de flanelle avec ceinture, col marin bleu clair, casquette grise à visière carrée, forme américaine). Deux séances de tir auront lieu par mois, 5 balles seront tirées soit 12 francs. La cotisation sera de 9 francs. Il s'agit bien d'une société pour adhérents aisés, destinée comme l'ont précisé les statuts à former des cadres pour l'armée.

Les entraînements qui commencent début avril 1888 ont lieu trois fois par semaine.

« 277 membres sont inscrits malgré la malveillance d'un certain parti » (il s'agit des conservateurs).

En septembre la société décide

« De se transporter dans toutes les villes voisines, pour les « exciter » à fonder des sociétés »

.Les moyens de transport sont la marche (et souvent on monte les côtes au pas de charge). Les villes visitées sont : Locronan, Douarnenez, Concarneau, Pont L'Abbé, le tout en un mois. Une foule nombreuse et patriotique accueille partout la société et l'accompagne même en chantant la Marseillaise. La Quimpéroise connait son moment de

gloire, quelques jours avant les législatives, à l'occasion du centenaire de la révolution de 1789 : 8000 spectateurs rassemblés sur le Champ de bataille, assistent aux exercices d'ensemble, sports de combat, mouvements des enfants des écoles qui chantent des hymnes patriotiques rythmés sur leurs exercices. Cette forme d'exécution associant exercices et chants est un héritage direct de la méthode d'Amoros ; discours patriotique mais aussi politique du maire qui demande que l'on prépare la revanche mais

« Sans en compromettre le succès par de téméraires impatiences »

La cible est bien entendue le général Boulanger. On remarque à la barre fixe les bonnes prestations de Mulot, Pouliquen, Kergilles, Malléjac, Barthélémy, Miroux, Joncour. Nous les citons tous car ce sont les premiers gymnastes de notre région. Nous retrouverons la Quimpéroise dans quelques années au moment où le mouvement sportif va le retirer d'un long sommeil.

Une troisième société s'est formée à Landerneau qui consacre son activité à l'organisation de concours de tir dès 1889, elle viendra à la gymnastique quelques années plus tard en 1894, on parle de la Landernéenne dans le cadre des fêtes du 14 juillet, la quatrième société sera la Morlaisienne qui semble également commencer par le tir en 1893 et aborde la gymnastique vers 1894 sous la présidence du chef de la musique municipale Mr Chauvin. La section de tir concerne les arrondissements de Morlaix, Carhaix, Huelgoat.

4. Les difficultés de la gymnastique face à l'apparition du sport à la lutte politique et au combat antimilitariste

La progression du nombre des sociétés de gymnastique en France de 1885 à 1898 est aussi faible par rapport aux efforts qui ont été consentis par le pouvoir. On est passé de 450 à moins de 900 sociétés. Elles sont pourtant les seules) à occuper le terrain des activités physiques au moment du démarrage : les régates et les courses de chevaux restent avant tout des évènements annuels. La gymnastique est une activité soutenue, régulière qui a ses fêtes presque trimestrielles et sa grande fête fédérale, mais une concurrence brutale va se manifester sous la forme de la naissance du cyclisme et des sports athlétiques. Ces derniers vont faire une timide apparition en 1892, disparaître complètement et revenir en force cette fois.

En 1903, ces sports vont gêner la gymnastique, non pas en lui retirant sa clientèle, mais en introduisant une autre conception de l'effort physique, celle de la vitesse et du jeu.

Des obstacles d'ordre politique ou religieux viendront aussi dans un premier temps freiner le développement du courant gymnique. L'Eglise n'a pas opéré son ralliement à la République, ce n'est que dans les années 1890 que son courant « social », le premier s'en rapprochera. Elle accepte donc très mal cette forme d'encadrement de la jeunesse qui, dépassant le milieu scolaire ou celui du service militaire vient même s'installer dans la vie de la cité sous forme de société de gymnastique dans le cadre scolaire, alors que les républicains s'efforcent d'y implanter les exercices physiques, les collèges libres évitent de les inscrire à leurs programmes : les collèges du Nord-Finistère font sur ce point l'objet de critiques des républicains.

Les catholiques les plus intransigeants ne voient dans ces exercices pratiqués dans les écoles publiques qu'une « préparation au suicide, au duel, à l'assassinat : (entendez

par là : gymnastique, escrime, tir) extrait de l'almanach des curés des Côtes du Nord 1885.

A cette série de facteurs négatifs vint s'ajouter une vague d'antimilitarisme qui affecte le pays et contribue vraisemblablement à gêner le mouvement gymnique. Elle nous est signalée à l'occasion d'un discours du président de la République prononcé à la fête annuelle de l'Union des Sociétés de Gymnastique de France en 1894. L'anarchisme et l'antimilitarisme qui progressent dans le pays y sont violemment dénoncés.

Nous sommes donc en cette fin de siècle, en présence de deux courants contradictoires, celui du pouvoir qui se situe dans une période que l'on a qualifié d'autoritarisme républicain, et qui veut véritablement imposer la gymnastique dans tous les secteurs de l'activité, et celui d'une série de facteurs défavorables que nous avons énumérés. Ce dernier courant semble devoir l'emporter jusqu'à la fin de ce 19ème siècle. La relance de la gymnastique se fera dans d'autres conditions. Quelques années avant la première guerre mondiale, les responsables de la dynamique seront cette fois les milieux religieux, mais il nous faut revenir à l'état d'esprit de la jeunesse devant cette situation contradictoire.

Le discours de la distribution des prix au lycée de Brest en 1889, traduit bien à la fois le refus, et la perspective d'un changement. Le professeur chargé du discours rappelle aux élèves la nécessité du travail

« Mais aussi du développement physique par les exercices violents et par les jeux. Certains ne sont pas accessibles à tous en raison de leur prix l'escrime et l'équitation par exemple, mais la gymnastique pourquoi la considérer comme un exercice scolaire à peine plus intéressant que les autres, et toujours plus fatiguant ? Et le jeu qui est à la fois agréable et utile, d'où vient qu'on le dédaigne ? Vous ne jouez pas, vous ne savez pas jouer ; jusqu'à douze ans il en va autrement, mais dès l'instant ou l'écolier a revêtu la robe, il renonce aux bonnes parties d'autrefois, une fausse pudeur l'envahit, il rougit de jouer, une réaction se dessine dont nous saluons avec joie les premiers symptômes ; la renaissance physique n'a pas de plus fervents adeptes que vos maitres. »

Le climat que définit ce discours est intéressant. Il faut savoir que ce professeur s'exprime ainsi, à la fin de l'année scolaire qui a vu la création à Paris d'un Comité National pour la propagation des exercices physiques à l'école, encore appelé Comité Jules Simon.

Un groupe de personnalités va tenter d'influencer la pénétration des exercices de plein air, différents de la gymnastique, au sein des établissements scolaires. Il semble donc que Brest ait été touché par le message.

Ajoutons une remarque confirmant l'état d'esprit des élèves. Les statistiques de fréquentation des exercices militaires qui accompagnent la gymnastique dans les programmes scolaires, montrent depuis 1897 leur disparition. Une évolution se dessine donc, mais rien ne bouge à l'école jusqu'à la curieuse année 1892.